

TRADUCTION JURIDIQUE

Cours réunis par

Dr Hassan Youssef

Faculté des Lettres de Qena

Département de Français

2023 - 2024

Faculté des Lettres de Qena

Département de Français

Programme distingué de la traduction française

Deuxième année

Spécialité : *Traduction*

Paru en 2023

-I-

Étude théorique sur

La Traduction juridique

La traduction

La traduction est le fait de faire passer un texte rédigé dans une langue (« langue source », ou « langue de départ ») à un texte rédigé dans une autre langue (« langue cible », ou « langue d'arrivée »). La discipline qui s'intéresse à la traduction se nomme la traductologie.

Une traduction représente toujours un texte original (ou « texte source », ou « texte de départ »); en cela, elle comporte un certain degré d'équivalence, bien que le concept d'équivalence stricte entre les langues soit désormais dépassé en traductologie. Le concept de traduction repose depuis longtemps sur des oppositions telles que « fidélité »: « fidélité à la lettre » *versus* « fidélité

à l'esprit »; « traduction sourcière » *versus* «traduction cible», etc.

Jusqu'ici, la traduction est restée une activité essentiellement humaine. Des tentatives ont cependant été faites pour automatiser et informatiser la traduction (traduction automatique), ou pour utiliser les ordinateurs comme support de la traduction humaine (traduction assistée par ordinateur).

La traduction tient compte d'un certain nombre de contraintes (contexte, grammaire, etc.), afin de le rendre compréhensible pour des personnes n'ayant pas de connaissance de la langue source et n'ayant pas la même culture ou le même bagage de connaissances.

Pour être à même de traduire, il ne suffit pas de maîtriser la langue source. Il est également et surtout nécessaire de maîtriser la langue cible, qui est généralement la langue maternelle. Le traducteur possède plus que des compétences linguistiques : il a quelque chose de l'écrivain, du journaliste, etc.

Théories de traduction

En matière de théories contemporaines de la traduction, on constate généralement l'existence de six courants dominants :

1- Courant fondé sur la pratique

Théorie du sens, basée principalement sur la pratique de l'interprétation de conférences. Selon cette théorie, il faut traduire le sens et non pas la langue. Celle-ci n'est qu'un simple transporteur du message.

2- Courant fondé sur des théories littéraires

Ce courant considère que la traduction n'est pas une opération linguistique mais plutôt une opération littéraire. En d'autres termes : pour traduire de la poésie, il faut être poète.

3- Courant sociolinguistique

C'est le moule social qui détermine ce qui est traduisible ou pas, ce qui est acceptable ou pas (sélection, filtration, censure...). Le traducteur est le produit d'une société et l'on traduit selon son propre bagage socio-culturel.

4- Courant fondé sur des théories linguistiques

Structuralisme, linguistique, pragmatique, linguistique du texte. C'est un courant qui considère le mot, le syntagme et la phrase comme unités de traduction.

5- Courant fondé sur des concepts philosophiques

Selon ce courant, le vrai traducteur doit être capable de se mettre dans la peau d'un écrivain afin de capter et de saisir l'intention (le "vouloir dire") de l'auteur du texte de départ.

6- Courant fondé sur des approches sémiotiques

La sémiotique est l'étude des signes et des systèmes de signification. Le processus de

signification est le résultat de la coopération de trois éléments : un signe, un objet et son interprétant. Aussi d'un point de vue sémiotique, toute traduction est envisagée comme une forme d'interprétation qui porte sur des textes ayant un contenu encyclopédique différent et un contexte socioculturel particulier.

Le processus de traduction

Le processus de traduction peut être découpé en trois phases successives :

1. ***compréhension*** : assimilation du sens véhiculé par un texte, du vouloir dire d'un auteur... ;
2. ***déverbalisation*** : oubli des mots et conservation du sens ; opération par laquelle un sujet prend conscience du sens d'un message en perdant conscience des mots et des phrases qui lui ont donné corps ;
3. ***réexpression*** : reformulation du vouloir dire en langue cible.

Types de traduction

Sur le marché du travail, on distingue deux types de traduction : la traduction de textes techniques et la traduction littéraire. La majorité des traducteurs professionnels traduisent des textes techniques.

a- Traduction technique

La traduction technique concerne les documents tels que les manuels, feuillets d'instructions, notes internes, procès-verbaux, rapports financiers, et autres documents destinés à un public limité (celui qui est directement concerné par le document) : par exemple, un guide

d'utilisateur pour un modèle particulier de réfrigérateur.

La traduction de textes techniques exige souvent des connaissances spécialisées dans un domaine particulier. Font partie des textes techniques :

- Les documents d'ordre technique (informatique, électronique, mécanique, etc.) ;
- Les textes scientifiques (astronomie, médecine, géologie, etc.) ;
- Les textes d'ordre financier ou administratif.

En général, la traduction technique est plus accessible et rapporte un salaire plus élevé que la traduction littéraire. Cette dernière est effectuée

avant tout par amour de la langue et du texte original ou par volonté de faire connaître toutes les subtilités d'un texte admirable écrit en langue étrangère.

b- Traduction littéraire

Ce type de traduction concerne les romans, poèmes et autres genres du domaine littéraire.

La traduction littéraire demande des aptitudes en stylistique, une bonne imagination et des connaissances culturelles étendues. Il s'agit de reproduire l'effet intégral du texte original chez le lecteur en langue d'arrivée, autant que le sens des mots. La traduction doit être aussi plaisante à lire, et susciter les mêmes émotions que l'original. Les

grands traducteurs, quelle que soit la langue, ont une formation très exigeante, études littéraires et universitaires, dans la langue de laquelle ils traduisent – et grand nombre de traducteurs littéraires traduisent de plusieurs langues – mais aussi et surtout dans leur langue maternelle, langue vers laquelle ils traduisent.

Écoles de pensée de traduction

Selon l'école de pensée *cibliste*, il est nécessaire de privilégier l'exactitude des propos au détriment de la stylistique, lorsque cela s'impose. Pour « faire passer son message », la traduction devra parfois remplacer les éléments culturels du texte original par des exemples équivalents, mais mieux connus des lecteurs de la culture d'arrivée. Le plus important demeure le « sens » du message que tente de véhiculer l'auteur. Le traducteur doit d'abord faire passer ce message de manière idiomatique et naturelle pour le lecteur en langue d'arrivée, tout en demeurant fidèle au langage, au registre et au ton employé par l'auteur du texte en langue de départ.

Selon l'école de pensée *sourcière*, le traducteur a la responsabilité de demeurer strictement fidèle à la forme du texte original. Le traducteur devra donc reproduire tous les éléments stylistiques de l'original, employer le même ton, laisser tous les éléments culturels intacts et même (à l'extrême) contraindre la langue d'arrivée à prendre la forme dictée par le texte de départ. Le traducteur sourcier veillera en premier lieu à ne pas trahir le véhicule employé par l'auteur, et tâchera ensuite de bien restituer le sens du message.

La Traduction Juridique

La traduction juridique est la traduction technique ou spécialisée du discours relatif au droit ou aux sciences juridiques.

- Histoire de la traduction juridique

Le droit s'est écrit de manière très différente selon les époques et les pays. À travers l'histoire, les juristes ont toujours été confrontés aux difficultés liées à la diversité linguistique du monde. Les traducteurs juridiques ont dû, par exemple, transposer le droit romain, écrit en latin, dans de nombreuses autres langues afin de permettre sa diffusion et sa compréhension. Parfois, ils ont

également dû traduire un droit coutumier formulé oralement dans une langue locale vers un droit écrit dans une autre langue. La traduction juridique apparaît dès lors comme "un enjeu permanent" et "une activité inhérente à la science du droit".

- Problématiques de la traduction juridique

Dans le domaine des textes juridiques, en particulier des textes de valeur internationale (exemples : conventions internationales, brevet, engagement, étiquetage ou contrats de valeur transfrontalière) ou d'application transfrontalière (exemples : directive ou règlement européen), des enjeux particuliers et importants de « bonne traduction » existent, avec parfois des processus de certification conforme (traduction conforme).

Le langage et sa précision ont une importance majeure dans le droit. Le traducteur peut parfois pour améliorer son travail s'appuyer sur les juristes, des travaux de philosophie du droit, et surtout de sémiotique et de linguistique juridique.

Cependant certains concepts juridiques ne sont pas universellement partagés et alors difficile à traduire ; d'autre part certains pays comme la Suisse ont choisi pour leur code civil d'utiliser le langage commun pour écrire le droit alors que d'autres comme l'Allemagne ou le Portugal quand il a récemment réécrit son droit ont choisi d'utiliser un langage très technique et précis (jargon, vocabulaire et tournures « non-populaires »), mais peu compréhensible pour un individu moyen.

S'il est relativement facile pour un traducteur compétent dans le droit de transposer ou traduire un texte juridique abscons mais précis en un texte plus clair pour chacun, l'inverse est plus délicat. Le traducteur, même s'il est lui-même juriste doit ainsi souvent interpréter.

Le domaine juridique a son propre langage. Le langage lié au droit diffère d'un pays à l'autre. De ce fait, la traduction juridique implique de traverser entre les « frontières » pour pouvoir traduire fidèlement d'une langue à une autre.

Cependant, la traduction dans le domaine juridique prend une dimension particulière. En fait, la traduction juridique n'est pas seulement traduire dans un système linguistique donné mais surtout traduire dans un système juridique spécifique propre. Ainsi, la traduction juridique prend toute

sa distance avec la traduction dite « générale » en ce qui concerne la langue commune car la traduction juridique requiert la capacité à transcrire les réalités juridiques inhérentes à un système juridique dans une autre langue par laquelle sont formulées les règles auxquelles ces mêmes réalités juridiques sont distinctes et étrangères.

De ce fait, la traduction juridique est un exercice particulièrement pointu. Elle consiste, en fait, à faire coïncider les principes de deux systèmes juridiques distincts. Sachant que chaque système juridique possède sa propre terminologie en matière juridique, le texte d'arrivée doit être équivalent au texte source. A cet effet, la traduction juridique s'attache au contexte culturel dans le but de produire une traduction de très

bonne qualité. Il ne s'agit, en aucun cas, d'une simple traduction de mots et termes mais d'une entreprise professionnelle qui transformes les notions et concepts juridiques à leur juste valeur.

Les textes juridiques doivent être élaborés avec soin, précision et professionnalisme, en se conformant aux pratiques juridiques et au champ lexical de ce domaine.

Le traducteur en matières juridiques doit avoir des connaissances avancées en droit et du vocabulaire juridique lié au droit dans les pays arabes et le droit français. Il doit également avoir la maîtrise totale des deux langues arabe et française.

Qu'est-ce que la traduction juridique ?

Découvrons ensemble ce qu'est précisément une traduction juridique, et quelles sont ses spécificités et ses exigences.

Définition de la traduction juridique

La traduction juridique est un type de traduction spécialisée, qui consiste en la traduction de tout type de document avec les lois ou avec les procédures juridiques et administratives. Voici quelques exemples de documents qui font partie de la traduction juridique : décisions judiciaires, procès-verbal, extrait Kbis, documents d'identité,

etc.). Au sein de la traduction juridique, nous distinguons deux types de traduction : la traduction libre et la traduction assermentée.

La traduction juridique, comme son nom l'indique, est destinée à la traduction de tout type de document contenant des informations d'ordre légale. Comme pour les autres types de traductions spécialisées, la traduction juridique nécessite un traducteur professionnel spécialisé et expert dans son domaine.

C'est le type de document que vous devez faire traduire, et ce à quoi il sera destiné, qui détermine si vous avez besoin d'une traduction juridique libre ou assermentée. En général, les institutions publiques exigeront que les traductions qui leur sont soumises soient assermentées, c'est-à-dire

datées, signées et scellées par un notaire public : le traducteur assermenté (également appelé traducteur officiel).

La traduction comprend des apostilles ou des cachets. Par conséquent, le document original doit inclure tous les éléments avant la traduction.

La traduction juridique assermentée

La particularité de la traduction juridique assermentée est qu'elle doit obligatoirement être réalisée par un traducteur juridique professionnel ayant prêté serment auprès de la Cour d'Appel. Une traduction assermentée peut être effectuée pour tout type de document juridique, mais elle est obligatoire lorsqu'elle est destinée à un organisme

public officiel : tribunaux, ministères, ambassades, registres civils ou commerciaux...

Ayant le statut d'officier ministériel, le traducteur juridique assermenté produit des traductions officiellement certifiées conformes aux originaux, son cachet et sa signature faisant foi.

La traduction juridique libre

La traduction juridique libre répond aux mêmes exigences que l'assermentée, au niveau de la qualité de la traduction et de ses spécificités. La différence réside dans le fait qu'elle n'a pas besoin d'être réalisée par un traducteur professionnel ayant prêté serment auprès d'une Cour d'Appel.

Les traductions juridiques libres sont destinées aux documents juridiques n'ayant pas besoin d'être traités par une institution officielle, ou pour les traductions uniquement destinées à un usage personnel.

Les multiples casquettes du traducteur juridique

La principale particularité de la traduction juridique est qu'elle exige du traducteur qu'il soit compétent et expert dans plusieurs domaines. Non seulement il doit maîtriser tous les aspects de la traduction professionnelle en général, mais il doit aussi, en plus, connaître parfaitement la réglementation en vigueur à la fois dans le pays source et le pays cible.

Concrètement, les lois dans chaque pays posséderont des similitudes mais aussi et surtout des différences, que le traducteur devra connaître sur le bout des doigts afin d'adapter sa traduction tout en faisant en sorte qu'elle soit parfaitement fidèle à l'originale. Un exercice de localisation bien spécifique à la traduction juridique, qui rend ce dernier parfois périlleux.

Le domaine juridique étant très complexe, les traducteurs se spécialisent sur un type de droit en particulier. Ainsi, pour la traduction d'un contrat en CDI, par exemple, vous devrez veiller à faire appel à un traducteur juridique spécialisé en droit du travail.

-II-

**Textes et termes
juridiques**

Liste des principaux termes juridiques

- Tribunal محكمة
- La Cour محكمة - قضاة محكمة
- Cour d'appel محكمة الاستئناف
- Cour de cassation محكمة النقض
- Conseil d'État مجلس الدولة
- Conseil constitutionnel مجلس دستوري
- Décisions juridictionnelles قرارات قضائية
- Degrés de juridiction درجات التقاضي
- Requête عريضة
- Mémoire en défense مذكرة دفاع

- Réplique رد على مذكرة

- Note en délibéré للتداول مذكرة
- Délibération مداولة
- Ordonnance مرسوم - قانون
- Juridiction de 1^{re} instance حكم اول درجة
- Jugement : décision définitive (sous réserve d'absence d'appel) rendue par une juridiction de 1^{re} instance : حكم نهائي
- Référé : procédure accélérée de saisir d'une juridiction اجراء مستعجل
- Juge des Référés قاضي الأمور المستعجلة
- Interjeter appel : volonté d'annuler la décision des juridictions de 1^{re} instance يستأنف
- Arrêt : décision rendue par la Cour d'Appel ou la Cour de Cassation القبض على

- Rôle جدول الدعاوي
- Grosse صورة (الحكم)
- Intervenants الخصوم
- Demandeur en cassation طاعن بالنقض
- Demandeur مُدع
- Défendeur مدع عليه
- Partie طرف
- Partie civile مُدع بالحق المدني
- Ministère public (parquet) النيابة العامة
- Tiers الطرف الثالث (في الخصومة)
- Juge قاضي
- Avocat محامي
- Avoué وكيل دعوى
- Arbitre قاضي عُرفي
- Médiateur وسيط - مصلح
- Procureur وكيل - نائب

- Le procureur général النائب العام
- Substitut du procureur وكيل النائب العام
- Greffier كاتب المحكمة
- Traité international معاهدة دولية
- Constitution دستور
- Loi قانون
- Loi organique قانون أساسي او نظامي
- Décret (أمر أو حكم قضائي) مرسوم
- Règlement لائحة - قانون
- Jurisprudence قضاء - أحكام القضاء
- Coutume عُرْف
- Doctrine فقه
- Doctrine et jurisprudence فقه وقضاء
- Moyen وسيلة كتابة نص القانون
- Visa تأشيرة

- Dispositif منطوق الحكم
- Argumentations أدلة
- Illégalité externe مخالفة قانونية شكلية (moyens de légalité externe, irrégularité en la forme)
- Illégalité interne مخالفة قانونية جوهرية (moyens de légalité interne, irrégularité au fond)
- Vice de forme بطلان شكلي (نقص في الشكليات القانونية)
- Vice du consentement بطلان الأذن أو التصريح
- Erreur de droit خطأ في فهم القانون
- Procédure irrégulière اجراء غير طبيعي
- Insuffisance de motifs عدم كفاية الأدلة
- Qualification juridique erronée وصف قانوني خاطئ
- Dénaturation des pièces et des faits فساد أو تشويه المستندات والوقائع

- Violation de la loi مخالفة القانون

Juridique [قانوني] [zyridik]

n'avoir aucune valeur juridique

لَيْسَ لَهُ أَيُّ قِيمَةٍ قَانُونِيَّةٍ

vide juridique

فَرَاغٌ قَانُونِيٌّ

Une

formation juridique

تكوِين قَضَائِي

مشكلة أخلاقية

un problème tant

وقانونية على حد

moral que juridique

سواء

بنك يُقدم خدمات. exp.

banque qui propose
des prestations
juridiques

قانونية

'juridique' également trouvé dans
les traductions du dictionnaire Arabe-Français

exp. système juridique

نِظَامُ الْقَضَاءِ

exp. précédent juridique

سَابِقَةٌ قَانُونِيَّةٌ

exp. une

سُؤَالٌ فِقْهِيٌّ

question juridique

les faits du

الدَّعْوَى وَقَائِعُ procès juridique
القَضَائِيَّةِ

"Juridique" : exemples et traductions

en contexte

Certains actes devraient entraîner une responsabilité juridique spécifique.

وهناك بعض القرارات التي يجب أن تترتب عليها مسؤولية قانونية محددة.

Expérience diplomatique et juridique (sélection)

الخبرة الدبلوماسية الرفيعة المستوى والخبرة في مجال الاجتهاد القضائي (مختارات)

Membre du Comité juridique interaméricain
d'octobre 2004 à décembre 2005

عضو في اللجنة القضائية للبلدان الأمريكية، من تشرين الأول/أكتوبر ٢٠٠٤ إلى كانون الأول/ديسمبر ٢٠٠٥؛

Une assistance juridique lui aurait aussi été refusée avant son procès.

ويبدو أيضاً أنه ربما لم يُسمح له بالحصول على مساعدة قانونية قبل محاكمته.

Juillet 1975-juin 1979 Expert juridique au
Département des affaires juridiques et des traités
من تموز/يوليه ١٩٧٥ إلى حزيران/يونيه ١٩٧٩: خبير
شؤون قانونية بإدارة الشؤون القانونية والمعاهدات.

Comment l'aide juridique est-elle financée en Grèce?

كما استفسر عن الكيفية التي يتم بها تمويل المعونة القانونية في اليونان.

Évaluation du cadre juridique et politique applicable aux catastrophes naturelles

ثانيا - تقييم الإطار المتعلق بالقانون وبالسياسات والذي يمكن تطبيقه في حالات الكوارث الطبيعية

Le cadre politique et juridique devrait :

١٦ - ينبغي لإطار السياسات والإطار القانوني القيام بما يلي:

Ce dernier cas doit être confirmé par une décision juridique.

وهذه الحالة الأخيرة يجب إثباتها بقرار قضائي.

Elle prévoit l'élaboration d'un instrument juridique international global contre la corruption...

هي تتوقع أن يجري صياغة صك قضائي عالمي دولي لمكافحة الفساد.

Seul un centre juridique international bien conçu permettra de lutter efficacement contre le terrorisme.

فلا سبيل غير إنشاء مركز قضائي دولي على أسس وطيدة لإمكانية مكافحة الفعالة للإرهاب.

Ces mesures consistent essentiellement à la mise en place d'un cadre juridique approprié et au renforcement des capacités nationales.

وتتألف هذه التدابير بصفة أساسية من إقامة كادر قضائي مناسب ودعم الطاقات الوطنية.

L'absence de cadre juridique efficace empêche pratiquement la mise en oeuvre de ces droits.

فعدم وجود نظام قضائي فعال يحول تقريبا دون تنفيذ هذه الحقوق.

Expérience diplomatique et juridique (sélection)

الخبرة الدبلوماسية الرفيعة المستوى والخبرة في مجال الاجتهاد القضائي (مختارات)

Eurojust stimule et améliore la coordination des enquêtes et des poursuites entre États membres, notamment en facilitant l'entraide juridique internationale et l'application des demandes d'extradition.

وتحت وحدة التعاون القضائي الأوروبي 'Eurojust' على تنسيق التحقيقات والمحاكمات بين الدول الأعضاء وعلى تحسين هذا

التنسيق، ولا سيما عن طريق تسهيل المساعدة القانونية المتبادلة وتنفيذ طلبات تسليم المطلوبين.

J'ai réuni la meilleure équipe juridique.

لقد جمعت أفضل فريق قضائي يمكن للمال شراؤه.

- Juillet 1975-juin 1979 Expert juridique au
Département des affaires juridiques et des traités
من تموز/يوليه ١٩٧٥ إلى حزيران/يونيه ١٩٧٩: خبير
شؤون قانونية بإدارة الشؤون القانونية والمعاهدات.

b) Une assistance juridique gratuite;

تقديم مساعدة قانونية مجانية؛

Certains actes devraient entraîner une
responsabilité juridique spécifique.

وهناك بعض القرارات التي يجب أن تترتب عليها
مسؤولية قانونية محددة.

Une assistance juridique lui aurait aussi été refusée
avant son procès.

ويبدو أيضاً أنه ربما لم يُسمح له بالحصول على
مساعدة قانونية قبل محاكمته.

Vous voulez un petit conseil juridique ?

هل تودون يا رجال نصيحة قانونية صغيرة؟

d) Tout individu détenu sans motif juridique soit
immédiatement libéré.

د) أن يتم فوراً افراج عن كل فرد محتجز دون أسباب قانونية.

Tout document juridique que vous pourrez trouver sur Morrison.

أي سجلات قانونية يمكنك إيجادها بشأن (سايمون موريسون).

Seulement 2 % des femmes victimes de violence familiale demandent une assistance juridique.

فنسبة النساء ضحايا العنف المنزلي اللاتي يلتمسن مساعدة قانونية لا تتجاوز ٢ في المائة().

Un environnement juridique favorable aux paiements par téléphone portable

تهيئة بيئة قانونية تمكينية من أجل الدفع بواسطة الأجهزة المحمولة

Proposition tendant à établir un texte juridique énonçant la déontologie du personnel travaillant dans les laboratoires d'analyses médicales et alimentaires;

مقترح لوضع نص **تشريعي** لمدونة سلوك العاملين في مختبرات التحاليل الطبية والغذائية.

Mobilisation et élaboration d'un cadre **juridique** approprié;

الدعوة إلى إرساء أساس **تشريعي** مناسب وتطويره؛

Mise en place d'un cadre **juridique** stable et transparent propre à encourager l'investissement privé local, national et étranger;

إيجاد إطار **تشريعي** مستقر وشفاف لتشجيع الاستثمار الخاص المحلي والقومي والأجنبي؛

Sa structure est appropriée pour un guide **juridique** consacré aux questions concrètes à

prendre en considération lors de l'élaboration des contrats.

وهيكل الفصل مناسب لدليل **تشريعي** يركز على المسائل العملية التي ينبغي أن توضع في الاعتبار عند صياغة العقود.

Le Comité regrette qu'un cadre **juridique** pour l'examen périodique du placement n'ait pas encore été mis en place en Géorgie.

تأسف اللجنة لعدم وضع إطار **تشريعي** ينطبق على المراجعة الدورية لحالة إيداع الطفل حتى الآن.

Une démarche progressive était donc nécessaire et il fallait mettre l'accent sur la coopération technique pour permettre aux pays en développement de se doter du cadre **juridique** et institutionnel voulu.

وعلى هذا تدعو الضرورة الى توخي نهج تدريجي مع التشديد على التعاون التقني لتمكين البلدان النامية من استحداث إطار تشريعي ومؤسسي.

Bien entendu, il faut mettre en place un cadre juridique pour assurer le bon déroulement du processus.

وأضافت أن هناك حاجة بالطبع إلى إطار تشريعي، ضمانا لسير العملية بطريقة منظمة.

Il fait part de son inquiétude, face à l'absence d'un cadre juridique sur la traite des personnes.

وكما تعرب عن قلقها إزاء عدم وجود إطار تشريعي خاص بموضوع الاتجار بالبشر.

Les efforts pour réaliser l'égalité des sexes se poursuivent par conséquent sans bénéficier de l'appui que fournirait un cadre juridique robuste.

وبالتالي، فإن الجهود الرامية إلى تحقيق المساواة بين الجنسين متواصلة حاليا بدون إطار تشريعي متين يدعمها.

اعتبارية

juridique, fictifs, personnes morales, personne morale

Personnalité juridique reconnue aux associations
et aux syndicats

تيسير منح الجمعيات والنقابات الشخصية اعتبارية

La question de la
personnalité juridique internationale
organisations internationales a également été
débatue.

وكانت أيضا مسألة الشخصية اعتبارية الدولية للمنظمات الدولية
مثارا لبعض النقاش.

Ils sont en général considérés comme une formation purement contractuelle, qui n'a pas de personnalité juridique propre.

وتعتبر اتحادات الشركات بوجه عام ترتيبات تعاقدية محضة ليست لها شخصية اعتبارية خاصة بها.

L'Etat reconnaît la personnalité juridique des communautés autochtones et paysannes et celle des associations et syndicats paysans.

وتتعرف الدولة بالشخصية اعتبارية للمجتمعات اصلية وفحيتها، وبرابطات الفحين ونقاباتهم العمالية.

Un autre régime prévoyait des modèles simplifiés de responsabilité limitée pour les microentreprises, sans faire référence à la personnalité juridique.

وثمة نظام قانوني آخر يسمح بنماذج مبسطة للمسؤولية المحدودة في حالة المنشآت الصغرى دون إشارة إلى شخصية اعتبارية.

De toute évidence, une organisation internationale ne peut être tenue pour responsable que si elle possède la personnalité juridique.

فمن الواضح أن المنظمة الدولية لا تساءل إلا إذا كانت لها شخصية اعتبارية.

Dans certains, cependant, il jouit de la personnalité juridique.

إلا أن بعض النظم تمنح الشراكة شخصية اعتبارية.

La Cour criminelle internationale devrait être créée au moyen d'un traité international, en tant qu'institution indépendante dotée de la personnalité juridique internationale.

وأضاف أن المحكمة الجنائية الدولية ينبغي إنشاؤها بموجب معاهدة دولية كمؤسسة مستقلة تتمتع بشخصية اعتبارية دولية.

Aucune autre entité juridique ou personne physique n'est autorisée, dans le système bancaire et financier cubain, à réaliser quelque activité financière que ce soit.

ولا يسمح نظامنا المصرفي والمالي لأي كيانات اعتبارية أو أشخاص طبيعيين بالقيام بأنشطة مالية من أي نوع من الأنواع

Elle a rappelé l'importance du principe, mentionné par le Rapporteur spécial, selon lequel les droits des peuples autochtones devaient être considérés non seulement sur un plan juridique et légal, mais aussi d'un point de vue éthique et moral.

ونوهت بأهمية المبدأ الذي ذكره المقرر الخاص والقائل بأن تناول حقوق الشعوب الأصلية يجب ألا يكون محصوراً في إطار فقهي وقانوني وإنما يتعين النظر إليها كذلك من وجهة نظر أخلاقية وأدبية.

La multiplication de ces textes de portée juridique plus ou moins contraignante et la conclusion d'un nouveau traité permettrait très probablement de susciter une pratique et une opinio juris aboutissant à la formation d'une nouvelle norme coutumière admettant les équivalents électroniques dans le contexte du commerce international.

ومن المرجح جدا أن يمكّن تكاثر هذه النصوص القانونية الملزمة بدرجات متفاوتة وإبرام معاهدة جديدة من إيجاد ممارسة واجتهاد فقهي يفضيان إلى ظهور قاعدة عرفية جديدة تقبل المعادل الإلكتروني في سياق التجارة الدولية.

Il existe un débat doctrinal et jurisprudentiel au sujet de la nature juridique de la personnalité morale et, en particulier, quant à la genèse d'une personne morale.

وثمة جدل فقهي بشأن الطابع القانوني للشخصية القانونية وعلى نحو خاص، بشأن الطريقة التي جاءت بها الشخصية الاعتبارية إلى الوجود.

Le cadre politique et juridique devrait :

- ينبغي لإطار السياسات والإطار القانوني القيام بما يلي:

Cadre juridique et politique au niveau mondial

الإطار القانوني والإطار المتعلق بالسياسة العامة على الصعيد العالمي

Pour les leçons à tirer de l'histoire juridique des États-Unis, dans ce contexte, voir Janis. Croatie.

للاطلاع على الدروس المستفادة من التاريخ القانوني للولايات المتحدة في هذا السياق انظر جانيس Janis.

Sir Nigel RODLEY convient que la situation juridique doit être clarifiée.

السير نايجل رودلي قال إنه يوافق على وجوب استيضاح
الوضع القانوني.

Le cadre juridique et politique décrit dans le
rapport initial reste valable.

لا يزال الإطار القانوني والسياسي، الذي ورد وصفه في التقرير
الأولي، قائماً.

Le renforcement du cadre juridique.

تقديم المساعدة لتعزيز الإطار القانوني؛

Options du "cadre juridique existant"

خيارات "الإطار القانوني القائم"

Ce cadre juridique mondial est le fondement de la
paix.

إن هذا الإطار القانوني العالمي هو الأساس الذي يقوم عليه السلام.

La réforme juridique relative aux droits de propriété a progressé.

يمضي الإصلاح القانوني المتصل بحقوق الملكية قدما إلى الأمام.

Établir un cadre juridique complet permettant :

وضع إطار قانوني شامل من أجل ما يلي:

Le mariage religieux n'a pas de valeur juridique.

ولا يحمل الزواج المبرم في احتفال ديني أي أثر قانوني.

Instrument juridique concernant la fabrication et le trafic illicites d'explosifs

باء - النظر في صك قانوني بشأن صنع المتفجرات والاتجار بها بصورة غير مشروعة

Ce comité travaille avec un expert juridique de l'OSCE.

ويعمل الفريق بمساعدة خبير قانوني من منظمة الأمن والتعاون في أوروبا.

Directive 4 : Définir un cadre juridique adapté

المبدأ التوجيهي ٤ : كفالة وجود إطار عمل قانوني مناسب

Cela reviendrait à appliquer un cadre juridique inadapté.

والقيام بذلك يعني تطبيق إطار قانوني غير ملائم.

Toute personne détenue sans motif juridique devrait être immédiatement libérée;

أن يجري في الحال اطلاق سراح كل فرد احتُجز دون أساس قانوني؛

Nous avons mis en place un cadre juridique étendu pour combattre le terrorisme.

لدينا إطار قانوني واسع النطاق للتصدي للإرهاب.

On a donc suggéré d'établir un cadre juridique pour la protection des enfants non accompagnés.

وقدّم اقتراح بوضع إطار قانوني لحماية الأطفال غير المصحوبين.

La mise en place d'un cadre juridique et organisationnel pour l'alphabétisation;

وضع إطار قانوني وتنظيمي لمحو الأمية؛

Droit à la présence des parents ou d'un conseil juridique pendant l'enquête

حق حضور أحد الوالدين أو مستشار قانوني أثناء التحقيق

Élaboration et promulgation d'un cadre juridique concernant l'accès du Kosovo aux sources de financement

وضع وإصدار إطار قانوني لإمكانية وصول كوسوفو إلى مصادر التمويل

L'exclusion de ce pays pose un problème juridique et moral pour la communauté internationale.

واستبعاد هذا البلد تحد قانوني وأخلاقي للمجتمع الدولي.

La lutte contre le terrorisme a besoin d'un cadre juridique approprié.

وتستلزم مكافحة الإرهاب وجود إطار قانوني ملائم.

Comment l'aide juridique est-elle financée en Grèce?

كما استفسر عن الكيفية التي يتم بها تمويل المعونة القانونية في اليونان.

Toutefois, un groupe juridique mixte existait auparavant.

غير أنه كان يعمل في السابق فريق موحد للوكالات المعنية بالشؤون القانونية.

Cette capacité juridique minimale peut être étendue :

٧٧١- ويجوز توسيع نطاق هذه اهلية القانونية الدنيا في الحالت التالية:

a) L'alphabétisation juridique des femmes;

تشجيع تدريب النساء على الإمام بالنواحي القانونية المتعلقة بحقوقهن؛

Ralph Jurgens Réseau juridique canadien
VIH/SIDA, Montréal

جورغنز، رالف الشبكة القانونية الكندية بشأن اصابة بفيروس
نقص المناعة البشرية/ايدز، مونتريال

Conclusion sur les questions relatives à la
sécurité juridique

- استنتاجات بشأن مسائل السلامة القانونية في سياق إعادة
اللاجئين طوعا إلى أوطانهم

La Commission juridique et technique examine
actuellement sept autres demandes.

وتعكف اللجنة القانونية والتقنية حاليا على النظر في سبعة طلبات
أخرى.

1 GS (AL) - Assistant juridique

مساعدان للشؤون القانونية من فئة الخدمات العامة (الرتبة المحلية)

f) Stimuler la réforme politique, juridique ou institutionnelle;

وإعطاء دفعة لإصلاح السياسات إلى جانب الإصلاحات القانونية أو المؤسسية؛

Face à cette situation, le Luxembourg offrirait un cadre juridique.

ولمعالجة تلك المسألة، وضعت لكسمبرغ إطاراً قانونياً يحكم طلب اللجوء إليها.

Ces dispositions serviraient de fondement juridique à cette jonction.

فمن شأن تلك الأحكام أن توفر أساساً قانونياً من أجل التجميع.

Ce choix est une préférence personnelle et non une exigence juridique.

وهذا خيار شخصي، وليس شرطاً قانونياً.

Le Gouvernement est doté d'un cadre juridique clair en matière de décentralisation.

اكتسبت الحكومة إطاراً قانونياً واضحاً لتحقيق اللامركزية

Adopter des règles uniformes établissant un cadre juridique de nature à faciliter l'affacturage international

اعتماد قواعد موحدة توفر إطاراً قانونياً يسهّل العوامة الدولية

Un compromis politique ne serait pas une garantie juridique suffisante.

والالتزام السياسي لا يماثل ضماناً قانونياً.

Ce scénario illustre une lacune juridique éventuelle à laquelle il convient de remédier.

ويشكل هذا السيناريو مهرباً قانونياً محتملاً يجب معالجته.

Conformément aux dispositions du droit international humanitaire, la protection des civils est un impératif juridique.

ووفقاً للقانون الإنساني الدولي، تمثل حماية المدنيين واجبا قانونياً.

Conseillère juridique, Commissaire pour l'enfance
(2004)

خبيرة استشارية في القانون - مفضّة لشؤون الطفل (٢٠٠٤-)

Parle couramment anglais - Bonne connaissance
de l'anglais juridique et des affaires

تتحدث الانكليزية بطلاقة - ولديها معرفة جيدة بالانكليزية
المستخدمة في مجالات القانون والأعمال التجارية.

Cadre juridique et directif au niveau mondial

- إطار القانون والسياسة العامة على المستوى العالمي

Cet instrument juridique international pourrait
comporter les éléments de base suivants:

ومن شأن هذا الصك العالمي من القانون الدولي أن يتضمن
العناصر الأساسية التالية:

Il faut donc que la Commission juridique abroge cette disposition.

وعليه فثمة حاجة إلى أن تقوم لجنة القانون بإلغاء هذا البند.

Projet d'aide judiciaire de la Société juridique ougandaise

مشروع المساعدة القانونية الذي تضطلع به جمعية القانون في أوغندا

Finalisation et approbation de l'instrument juridique

وضع وإقرار الصيغة النهائية للصك القانون الدولي الإضافي

Ces types sont dans le juridique.

هؤلاء الشباب يعملون في القانون

On estime que 4 milliards de personnes vivent sans protection juridique.

ويعيش ما يقدر بـ ٤ بلايين إنسان خارج نطاق حماية القانون.

Quatrièmement, le respect est une question juridique très importante.

رابعاً، يشكل الامتثال مسألة قانون هامة للغاية.

Actuellement, il n'existe aucune obligation juridique de signaler les opérations suspectes.

لا يوجد في الوقت الحاضر قانون يُلزم بالإبلاغ عن المعاملات المشبوهة.

a) D'élargir le cadre juridique et conventionnel de la coopération internationale;

توسيع الأساس في قانون المعاهدات فيما يتعلق بالتعاون الدولي؛

Il est indispensable de disposer d'un cadre juridique international efficace pour faire face à la menace mondiale que représente le terrorisme.

ووجود إطار قانون دولي فعال هو أمر أساسي للتصدي لتهديد الإرهاب العالمي.

Il existe désormais un cadre juridique international bien développé pour lutter contre le terrorisme international.

ويوجد الآن إطار قانون دولي متطور إلى حد كبير لمكافحة الإرهاب الدولي.

Oh, ils auront à manger. C'est mon cabinet juridique.

أوه، هم سوف يضطرون إلى أكله. إنه قانون شركتي.

Membre de la délégation d'observateurs du Groupe juridique sur les droits de l'homme internationaux aux élections présidentielles en République de Corée (décembre 1987)

عضو في وفد فريق قانون حقوق انسان الدولي لمراقبة انتخابات الرئاسية في جمهورية كوريا، كانون أول/ديسمبر ٧٨٩١

«Modification de la loi de la République kirghize sur «la protection juridique des programmes informatiques et des bases de données »

بشأن تعديل قانون جمهورية قيرغيزستان المعني بالحماية القانونية لبرامج الحاسوب وقواعد البيانات

Ensemble, nous avons l'obligation morale et juridique de protéger le droit international et l'ordre mondial.

فعلينا معا التزاما أخلاقيا وقانونيا بحماية القانون الدولي والنظام العالمي.

En réalité, l'un des fondements essentiels du système juridique de Macao, qui repose sur l'ordre juridique continental romain-germanique, est précisément que les lois internationales et internes font partie du même ordre juridique général applicable simultanément dans les mêmes domaines.

والواقع، أن أحد الأركان الأساسية للنظام القانوني لمنطقة ماكاو الإدارية الخاصة الذي يستند إلى القانون الروماني الألماني، هو

بالتحديد أن القوانين الدولية والمحلية تمثل جزءاً من ذات النظام القانوني العام وتسري في نفس الوقت على نفس المواضيع.

Au sens juridique, cependant, une personne s'entend de tout être, objet, association ou institution auquel la loi reconnaît la capacité d'acquérir des droits et de contracter des obligations. Il est loisible à un système juridique de conférer la personnalité juridique à tout objet ou association de son choix.

وذكرت المحكمة ما يلي: لا يحدث إلا في حالة الوفاة القانونية للشركة أن يحرم حملة الأسهم من إمكانية وجود وسيلة انتصاف متاحة عن طريق الشركة؛ ولا يحدث إلا عندما يُصبحون محرومين من جميع هذه الإمكانيات أن ينشأ حق مستقل في اتخاذ إجراء بالنسبة لهم أو لحكوماتهم.

Cadre juridique. Comment la coopération internationale peut-elle aider les États à s'assurer qu'ils disposent de la législation, des procédures et des agences requises pour autoriser et mener des recherches scientifiques marines, éléments qui sont nécessaires pour donner effet au cadre juridique défini par la Convention?

الإطار القانوني - ما هي الكيفية التي يمكن بها للتعاون الدولي مساعدة الدول على كفالة أن يكون لديها التشريعات والإجراءات

صلة به، أن النص يمكن أن يشير ببساطة إلى نزاع كان قد نشأ من الظروف الواقعية نفسها.

Mme Rădu (Roumanie) explique que, sur demande, les victimes de violence domestique peuvent recevoir gratuitement assistance juridique, abri et conseils, et que les agents de la force publique sont tenus d'informer les victimes de la possibilité et des moyens d'obtenir protection, aide juridique et assistance financière.

السيدة راتكو (رومانيا): قالت إن المساعدة القانونية تقدم إلى ضحايا العنف بناءً على طلبهم كما يقدم لهم المأوى والإرشاد، وأن المسؤولين عن تنفيذ القانون ملتزمون بإبلاغ الضحايا بإمكانية استفادتهم من تلك المساعدات وبالإجراءات التي تكفل لهم الاستفادة من الرعاية والحماية والمساعدة القانونية والمساعدة المالية.

Ech. n° 1 : Conseil de l'Europe - Série des Traités européens- n° 187 Protocole n° 13 à la Convention de Sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances.

مجلس أوروبا - سلسلة المعاهدات الأوروبية بروتوكول (اتفاقية سياسية) الحديث عن ضمان حقوق الإنسان والحريات الأساسية المتعلقة بإلغاء عقوبة الإعدام في جميع الظروف.

Ech. n° 2 : Les États Membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Protocole, Convaincus que le droit de toute personne à la vie est une valeur fondamentale dans une société démocratique, et que l'abolition de la peine de mort est essentielle à la protection de ce droit et à la pleine reconnaissance de la dignité inhérente à tous les êtres humains; Souhaitant renforcer la protection du droit à la vie garanti par la

Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme
et des Libertés Fondamentales signée à Rome le 4
novembre 1950.

إن الدول الأعضاء في مجلس أوروبا الموقعة على هذا
البروتوكول، مقتنعة بأن حق كل فرد في الحياة هو قيمة أساسية في
المجتمع الديمقراطي، وأن إلغاء عقوبة الاعدام ضروري لحماية
هذا الحق والاعتراف الكامل بالكرامة المتأصلة لجميع البشر؛
رغبة منها في تعزيز حماية الحق في الحياة الذي تكفله اتفاقية
حماية حقوق الانسان والحريات الأساسية التي تم التوقيع عليها في
روما في ٤ نوفمبر ١٩٥٠.

Ech. n° 3 : Notant que le Protocole n°6 à la Convention concernant l'abolition de la peine de mort, signé à Strasbourg le 28 avril 1983, n'exclut pas la peine de mort pour des actes commis en temps de guerre ou de danger imminent de guerre;

وإذ يشير إلى أن البروتوكول رقم ٦ الملحق باتفاقية إلغاء عقوبة الاعدام، الموقع في ستراسبورج في ٢٨ أبريل 1983، لا يستبعد عقوبة الاعدام على الأفعال المرتكبة في زمن الحرب أو الخطر؛

Ech. n° 4 : Résolus à faire le pas ultime afin
d'abolir la peine de mort en toutes circonstances,
وقد قررت اتخاذ الخطوة النهائية لالغاء عقوبة الاعدام في جميع
الظروف

***Paris : un homme en garde à vue pour
"homicide volontaire" une semaine après la
découverte du corps d'un jeune autiste***

Kelyan, jeune autiste de 22 ans, avait été retrouvé mort jeudi 8 juillet entre les stations Jaurès et Stalingrad à Paris.

Article rédigé par

[franceinfo](#)

Radio France

Publié le 16/07/2021 15:54

Le 19^e arrondissement de Paris. (GOOGLE MAPS)

Un homme a été interpellé et placé en garde à vue pour "homicide volontaire", vendredi 16 juillet, une semaine après la découverte du corps d'un

homme autiste de 22 ans dans le 19^e arrondissement de la capitale, a appris franceinfo auprès du parquet de Paris.

La victime, Kelyan, était portée disparue depuis quatre jours quand son corps a été retrouvé sous le métro jeudi 8 juillet entre les stations Jaurès et Stalingrad, dans le quartier où il vivait avec sa famille. Selon France Bleu Paris, des témoins indiquent qu'il a été retrouvé dans une tente qui appartient à un toxicomane.

Des proches de la victime et des associations d'aide aux personnes autistes appellent à participer à une marche blanche en hommage à Kelyan ce dimanche à 14 heures au départ de la mairie de l'arrondissement. Elles demandent aussi qu'une

alerte enlèvement soit systématiquement déclenchée en cas de disparition de personnes vulnérables.

***-Mise en examen du père qui a tué ses deux
enfants à Saint-Priest***

LYON (Reuters), mardi 21 mai 2013

Le père des deux enfants de 5 et 10 ans retrouvés égorgés près de Lyon a été présenté lundi 20 mai 2013 au juge d'instruction qui lui a signifié sa mise en examen pour homicide volontaire sur mineurs de moins de 15 ans et a requis sa mise en détention.

Le parquet n'a en revanche pas retenu la préméditation, précisant toutefois qu'à ce stade de l'instruction, de nouveaux éléments pouvaient

encore intervenir et modifier la qualification, a-t-on précisé de source judiciaire.

Le Britannique de 48 ans s'est expliqué sur le déroulement des faits survenus samedi à Saint-Priest, a rapporté le parquet. Les enfants ont manifestement été tués en fin de journée, au moment où ils devaient rejoindre leur mère.

Le meurtrier présumé doit subir des expertises psychiatriques et psychologiques pour tenter de déterminer les raisons de son geste.

Samedi soir, au moment où elle devait récupérer ses enfants, la mère avait appelé les secours après avoir croisé son ex-époux couvert de sang et en train de prendre la fuite en patins à roulettes.

La police avait découvert le corps des enfants dans l'appartement du père, avec un couteau abandonné à proximité. L'homme, qui avait pris la fuite, a été interpellé deux heures plus tard dans le centre de Lyon.

Privé du droit de garde des enfants, le père était également privé de son droit de visite depuis octobre 2010, après avoir fait subir des actes de

violence à son ex-épouse. Il ne voyait depuis ses enfants que dans le cadre d'une médiation familiale et en présence de tiers.

Le jour du drame, il était autorisé à les accueillir à nouveau à son domicile pour la première fois.

-Tragédie sur la ligne 6 du métro parisien

20minutes.fr, vendredi 24 mai 2013

Paris : Un homme se tue alors qu'il voulait se filmer sur le toit du métro parisien

La ligne 6 du métro parisien a été momentanément fermée jeudi soir après qu'un homme est tombé du toit d'une rame.

Un jeune homme qui voulait semble-t-il se filmer sur le toit d'une rame du métro parisien s'est tué accidentellement jeudi soir 23 mai 2013, ce qui a provoqué la fermeture d'une ligne, a-t-on appris de source policière vendredi.

Selon les tout premiers éléments de l'enquête policière, deux jeunes gens âgés d'une vingtaine d'années se sont arrimés peu après 22h à une rame de métro de la ligne 6 à la station Denfert-Rochereau. Durant le trajet, l'un d'eux est monté sur le toit et, en se relevant, a percuté de plein fouet un tunnel peu avant l'entrée de la station Montparnasse.

Il est décédé quasiment sur le coup, a dit la source, tandis que son camarade a été hospitalisé «en état de choc». La ligne 6 a été momentanément fermée.

La police a retrouvé une caméra. Elle pense, ce qui reste à vérifier pendant l'enquête, que les deux jeunes gens avaient l'intention de se filmer comme le font d'autres jeunes gens en Europe en postant sur YouTube des vidéos de leurs exploits sur des trains à grande vitesse, en Russie notamment.

Un témoin, dans le premier wagon, a raconté à l'AFP avoir distinctement entendu un «bruit sourd» à l'entrée de la station, et avoir vu, au-dessus des têtes des nombreux passagers présents dans la rame, le corps du jeune homme tomber ensuite dans l'espace séparant les premier et deuxième wagons.

«Tout le monde s'est mis à crier» en le voyant tomber, a relaté cette jeune femme, une Ecossaise, qui a souhaité conserver l'anonymat. Lorsque la rame a été évacuée, l'ami du jeune homme, âgé de 19 ans, et un autre passager ont essayé de relever le corps sur le quai.

«Je suis formée aux premiers secours donc je suis restée, pour procéder à un massage cardiaque en attendant l'arrivée des pompiers. Mais le jeune homme avait le crâne ouvert», a-t-elle précisé.

Incendie à Paris : huit morts dont deux enfants, un suspect en garde à vue

Le Parisien, 02 septembre 2015

Un incendie survenu dans la nuit de mardi à mercredi, vers 4 h 30, dans un immeuble situé au 4 rue Myrha, dans le XVIII^e arrondissement de Paris, a provoqué la mort de huit personnes dont deux enfants.

Un incendie a fait huit morts, dont deux enfants, dans la nuit de mardi à mercredi, dans l'immeuble situé au 4 rue Myrha, dans le XVIII^e arrondissement de Paris.

Quatre personnes ont également été blessées et hospitalisées. Deux départs de feu se sont succédé, à deux heures d'intervalle et la piste criminelle est

privilegiée dans l'enquête sur ce sinistre, le plus grave depuis 2005 dans la capitale. A la mi-journée, un suspect a été interpellé et placé en garde à vue. «Cet homme âgé d'une trentaine d'années a été interpellé par la brigade anticriminalité » à la suite de l'exploitation des premiers témoignages et des images de vidéosurveillance, mais on reste très prudents, ce n'est que le début de l'enquête», a dit une source proche de l'enquête à l'AFP.

«Il y a eu deux interventions différentes à la même adresse», à 2 h 23 et 4 h 30, précise un porte-parole des pompiers de Paris, le commandant Gabriel Plus. «Nous sommes dans un premier temps appelés à 2 h 23 pour un feu de papiers dans le hall de l'immeuble», précise l'officier de la

BSPP. Il poursuit : «Le feu est rapidement éteint mais près de deux heures plus tard nous sommes de nouveau alertés pour un feu dans la cage d'escalier cette fois».

L'incendie s'est alors propagé sur «plusieurs niveaux de cet immeuble d'habitation», poursuit le commandant Plus, interrogé par leparisien.fr. Le bâtiment compte cinq étages et les pompiers sont parvenus à évacuer sept personnes par la façade et la courette intérieure. Parmi les personnes décédées, deux se sont défenestrées face à la progression des flammes, les autres sont mortes intoxiquées, selon les pompiers.

Les premières images prises par les internautes durant la nuit témoignent de la violence des flammes. D'importants moyens ont été déployés

par les sapeurs-pompiers de Paris pour venir à bout du sinistre, finalement circonscrit à 7 h 30 du matin. Une centaine d'hommes ont été déployés sur les lieux, avec une trentaine d'engins.

Une grande trace noire verticale était visible mercredi matin sur trois niveaux, tandis que des pompiers sortaient de l'immeuble le visage couvert de suie, dans une forte odeur de brûlé. Dissimulés derrière une bâche déployée devant l'immeuble, les corps des victimes étaient en cours d'évacuation en fin de matinée.

Florent, 29 ans, habite en face de l'immeuble : «Vers 4h30 j'ai entendu des cris, des appels au secours, raconte-t-il au *Parisien*. Ça ma réveillé. Je suis sorti de chez moi, j'habite en face au RDC. J'ai vu deux corps allongés par terre devant l'entrée

et de la fumée qui montait vers les étages et des flammes sortaient des fenêtres. Tout l'immeuble avait l'air en feu. Je suis rentré chez moi et j'ai immédiatement appelé les pompiers qui sont arrivés rapidement.» Tissem Ferjani, une pâtissière qui habite rue Myrha, témoigne également : «J'ai vu des flammes, j'ai vu des corps par terre inanimés. Il était à peu près quatre heures du matin, j'ai été réveillée par les cris, les gens criaient à l'aide, ils n'avaient pas de choix, soit ils restaient chez eux et ils mouraient soit ils sortaient par la fenêtre et ils tombaient. Tous les habitants du quartier sont sortis pour essayer d'aider.»

«Le feu est éteint depuis 8 heures mais l'intervention n'est pas terminée», explique le commandant Plus. Les pompiers évoquent un

risque d'écroulement de l'escalier qui s'est embrasé mais pas de l'immeuble lui-même.

«Ca peut être un acte de malveillance»

Arrivé très tôt sur place, Bernard Cazeneuve déplorait «un bilan très lourd : huit morts, quatre blessés qui sont encore en urgence relative». Le ministre de l'Intérieur déclare encore qu'il est «trop tôt pour déterminer les cause de ce drame tout en saluant le travail des sapeurs-pompiers de Paris qui ont lutté avec beaucoup de courage, dans des conditions très difficiles, pour venir à bout de l'incendie.»

Le ministre de l'Intérieur a indiqué également qu'«une enquête est en cours et que la police

judiciaire est saisie». Le parquet de Paris a effectivement saisi la brigade criminelle de la police judiciaire de l'enquête sur l'incendie ce qui atteste que la piste criminelle est privilégiée.

«On ne peut pas ignorer que ça peut être un acte de malveillance», ajoute le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Pierre-Henry Brandet. Selon des témoins qui ont été entendus par les enquêteurs, deux personnes ont été vues sortant de l'immeuble en courant à l'heure du premier départ de feu, vers 2h30.

«Un bâtiment en bon état»

Le chef de l'Etat, François Hollande, a fait part de sa «solidarité» aux victimes alors que Manuel

Valls a tenu à «exprimer ma compassion aux familles et aux proches des victimes de ce terrible incendie».

Le prochain Conseil de Paris s'ouvrira par une minute de silence en hommage aux victimes.

La maire de Paris, Anne Hidalgo, précise qu'il ne s'agit pas d'un «immeuble insalubre mais d'un édifice en bon état qui ne faisait pas l'objet de problèmes identifiés». L'élue poursuit : «Le bilan est très très lourd et Paris est endeuillé aujourd'hui. Nous travaillons actuellement à l'hébergement des familles qui ne pourront pas regagner leur logement suite à cet incendie». Une quinzaine de logements auraient été touchés selon Anne

Hidalgo. Un soutien psychologique est également mis en place pour les victimes de l'incendie.

Le prochain Conseil de Paris s'ouvrira par une minute de silence en hommage aux victimes.

***Attentat en Isère: 3 mois avec sursis pour le
policier impliqué dans la diffusion d'une
photo de la victime***

Le Parisien, 02 Sept. 2015

Le policier qui a reconnu être à l'origine de la diffusion d'une photo de la tête de la victime décapitée dans l'attentat à l'usine Air Products de Saint-Quentin-Fallavier (Isère) a été condamné mercredi à trois mois de prison avec sursis.

Poursuivi pour violation du secret professionnel, cet officier-stagiaire âgé d'une quarantaine d'années a été condamné à l'issue d'une procédure de plaider-coupable proposée par le procureur de

la République de Vienne, a précisé à l'AFP, Me Gabriel Versini-Bullara.

Outre cette condamnation qui ne sera pas inscrite au bulletin N. 2 de son casier judiciaire, le fonctionnaire devra payer 2.000 euros d'amende à l'épouse ainsi qu'au fils d'Hervé Cornara, qui s'étaient constitués parties civiles dans ce dossier. Le parquet de Vienne avait initialement ouvert une enquête pour apologie de terrorisme, atteinte au respect dû aux morts et violation du secret professionnel à la suite de la diffusion sur des sites web et les réseaux sociaux de la tête du chef d'entreprise qu'un de ses employés, Yassin Salhi, a assassiné le 26 juin dans une mise en scène rappelant les pratiques macabres de l'Etat islamique (EI).

Le fonctionnaire, qui aurait "17 à 18 ans d'ancienneté" dans la police, s'était spontanément dénoncé en reconnaissant être à l'origine de la diffusion de la photo en la partageant avec des tiers et notamment des camarades de promotion. Il avait déclaré avoir agi par "bêtise", avait rapporté le procureur de la République de Vienne en juillet et n'est pas directement à l'origine de la mise en ligne du cliché sur internet. Alerté par les cyberpatrouilleurs de la gendarmerie de la diffusion sur internet d'une photo de la mise en scène macabre de Yassin Salhi, moins d'un jour après le drame de Saint-Quentin-Fallavier, le parquet de Vienne avait confié une enquête à la Direction interrégionale de la Police judiciaire (DIPJ) de Lyon et l'Office central de lutte contre la criminalité liée aux technologies de l'information.

Elle a permis d'établir que le cliché avait été pris en début d'après-midi, le 26 juin, sur la scène du crime gelée pour les besoins de l'enquête en flagrance.

Royaume-Uni:

Révélation «par erreur» de l'identité de patients séropositifs

Santé

4 septembre 2015 - MAP-LE MATIN

Plusieurs patients britanniques atteints du VIH se sont dits jeudi «choqués» de voir leur données personnelles exposées au grand public par la clinique chargée de leurs traitements, prise en charge médicale et accompagnement.

Selon un porte-parole de cette clinique londonienne spécialisée dans le traitement de maladies sexuellement transmissibles, il s'agit d'une «erreur humaine», affirmant que la personne

responsable de cette bavure commise «par inadvertance» était «bouleversée».

La clinique a envoyé à ses clients une newsletter électronique contenant les noms et les adresses e-mail de ces patients atteints du Sida. Pire encore, le courrier en question a été adressé aussi à des patients non séropositifs et comprenait en même temps des informations sur les traitements prescrits aux patients.

La direction de la clinique a présenté ses excuses et promis l'ouverture d'une enquête pour comprendre comment cette erreur a été commise et comment des informations confidentielles avaient pu être divulguées.

Mais, cette erreur «irréparable» pourrait bouleverser la vie de nombreux patients porteurs

du VIH, qui parfois n'avaient pas informé leurs proches.

Cette affaire a relancé le débat en Angleterre sur la nécessité de renforcer davantage la protection des données personnelles, en particulier le secret médical et la sécurité des systèmes informatiques médicaux.

La Cour internationale de Justice

La Cour internationale de Justice (CIJ) est l'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Elle a été instituée en juin 1945 par la Charte des Nations Unies et a entamé son activité en avril 1946.

La Cour a son siège au Palais de la Paix, à La Haye (Pays-Bas). C'est le seul des six organes principaux des Nations Unies à ne pas avoir son siège à New York (Etats-Unis d'Amérique).

La mission de la Cour est de régler, conformément au droit international, les différends d'ordre juridique qui lui sont soumis par les Etats et de donner des avis consultatifs sur les questions juridiques que peuvent lui poser les organes et les

institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies autorisés à le faire.

La Cour se compose de quinze juges, qui sont élus pour un mandat de neuf ans par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations Unies. Elle est assistée du Greffe, son organe administratif. Ses langues officielles sont le français et l'anglais

Membres de la Cour

La Cour internationale de Justice se compose de quinze juges élus pour un mandat de neuf ans par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations Unies. Ces deux organes votent en même temps, mais dans des locaux séparés.

Pour être déclaré élu, un candidat doit avoir obtenu la majorité absolue dans l'un et l'autre des organes, ce qui requiert parfois plusieurs tours de scrutin.

En vue d'assurer une certaine continuité, la Cour est renouvelable par tiers tous les trois ans. Les juges sont rééligibles. Si un juge décède ou démissionne pendant son mandat, il est procédé dès que possible à une élection complémentaire pour la durée restant à courir.

Les élections ont lieu à New York (Etats-Unis d'Amérique) à l'occasion de la session annuelle d'automne de l'Assemblée générale. Les nouveaux membres de la Cour entrent en fonctions le 6 février de l'année suivant leur élection, après quoi

la Cour se choisit au scrutin secret un président et un vice-président pour les trois années suivantes.

Le droit de proposer des candidats appartient à tous les Etats parties au Statut de la Cour. Dans chacun d'entre eux, les présentations sont faites non par le gouvernement mais par le groupe des membres de la Cour permanente d'arbitrage (voir «Historique») - c'est-à-dire par les quatre jurisconsultes susceptibles d'être appelés à faire partie d'un tribunal arbitral dans le cadre des conventions de La Haye de 1899 et de 1907 - ou, pour les pays non représentés à la Cour permanente d'arbitrage, par un groupe constitué de la même manière. Chaque groupe peut présenter jusqu'à quatre personnes, dont deux au maximum de sa propre nationalité, les autres pouvant être de

n'importe quel pays sans exception (partie au Statut ou non, ayant déclaré reconnaître la compétence obligatoire de la Cour ou non). Les noms des candidats sont communiqués au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies dans un délai fixé par celui-ci.

Les juges doivent être élus parmi les personnes jouissant de la plus haute considération morale et réunissant les conditions requises pour exercer, dans leur pays, les plus hautes fonctions judiciaires ou être des juristes d'une compétence notoire en droit international.

La Cour ne peut comprendre plus d'un ressortissant d'un même Etat. En outre, les juges doivent assurer, dans leur ensemble, la

représentation des grandes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques du monde.

Une fois élu, un membre de la Cour n'est le délégué ni du gouvernement de son pays ni du gouvernement d'aucun autre Etat. Contrairement à la plupart des autres organes des organisations internationales, la Cour n'est pas composée de représentants de gouvernements. Un juge est un magistrat indépendant dont le premier devoir sera, avant d'entrer en fonctions, de prendre l'engagement solennel d'exercer ses attributions en pleine et parfaite impartialité.

En vue de garantir cette indépendance, un juge ne peut être relevé de ses fonctions que si ses collègues estiment à l'unanimité qu'il ne répond

plus aux conditions requises. Cela ne s'est jamais produit.

Les membres de la Cour ne peuvent se livrer à aucune autre occupation de caractère professionnel pendant leur mandat. Ils ne sauraient exercer aucune fonction politique ou administrative ni être agents, conseils ou avocats dans aucune affaire. En cas de doute en la matière, c'est la Cour qui décide.

Les juges jouissent, dans l'exercice de leurs fonctions, de privilèges et immunités comparables à ceux d'un chef de mission diplomatique. A La Haye, le président a la préséance sur le doyen du corps diplomatique, suivi du vice-président, après quoi les autres juges et les ambassadeurs alternent. Chaque membre de la Cour reçoit un traitement

annuel composé d'un traitement de base (qui s'élève, en 2018, à 187 000 dollars des Etats-Unis) et d'une indemnité de poste, auquel s'ajoute une allocation spéciale supplémentaire de 25 000 dollars pour le président. Le coefficient d'ajustement varie chaque mois en fonction du taux de change des Nations Unies entre le dollar et l'euro. Lorsqu'ils quittent la Cour, les juges perçoivent des prestations de retraite dont le montant annuel, au terme d'un mandat de neuf ans, représente 50 % du traitement de base annuel.

Présidence

Le président et le vice-président sont élus au scrutin secret tous les trois ans par les membres de

la Cour. L'élection a lieu à la date à laquelle commencent à courir les périodes de fonctions des membres de la Cour élus à une élection triennale, ou peu après. La majorité absolue est requise et il n'y a pas de condition de nationalité. Le président et le vice-président sont rééligibles.

Le président préside toutes les séances de la Cour ; il dirige ses travaux et contrôle ses services, assisté d'une commission administrative et budgétaire et de divers comités qui sont tous composés de membres de la Cour. Lors des délibérations en matière judiciaire, la voix du président est prépondérante en cas de partage des voix.

A La Haye, où il a l'obligation de résider, le président de la Cour a la préséance sur le doyen du corps diplomatique.

Le président a droit à une indemnité spéciale supplémentaire de 15 000 dollars des Etats-Unis par an, en plus de son traitement de base.

Le vice-président remplace le président en cas d'absence, d'empêchement ou de vacance de la présidence. Il reçoit alors une indemnité journalière spéciale. A défaut du vice-président, ce rôle est dévolu au juge doyen.

Le 8 février 2021, la Cour a élu Mme Joan E. Donoghue (Etats-Unis d'Amérique) présidente de la Cour et M. Kirill Gevorgian (Fédération de Russie) vice-président.

Le Tribunal pénal international pour l'ex- Yougoslavie

La fin des années 1980 et le début des années 1990 ont été marqués par des changements politiques et sociaux considérables dans toute l'Europe de l'Est et l'Union Soviétique, avec la chute de la plupart des régimes communistes et la résurgence du nationalisme. En Yougoslavie (officiellement appelée « République socialiste fédérative de Yougoslavie » jusqu'à sa dissolution en 1992), les crises économiques et politiques successives ont finalement conduit à l'éclatement du pays.

Au début des années 1990, après de brèves hostilités en Slovénie, de violents conflits ont éclaté en Croatie et en Bosnie-Herzégovine. Les affrontements armés au Kosovo et dans l'ex-

République yougoslave de Macédoine, qui se sont déroulés respectivement de 1998 à 1999 et en 2001, ont marqué la fin des conflits en ex-Yougoslavie.

“Un tribunal international dans le seul but de juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit humanitaire international commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie.

Résolution 827 du Conseil de sécurité, 25 mai 1993

L'ampleur des atrocités commises d'abord en Croatie, puis en Bosnie-Herzégovine, ont poussé la communauté internationale à intervenir. Dès le mois de septembre 1991, l'ONU, informée de la

situation, a demandé instamment aux belligérants de respecter le droit humanitaire. Des milliers de personnes ont été blessées ou tuées et des centaines de milliers ont été déplacées.

Les récits des massacres de milliers de civils, des viols et des tortures commis dans les camps de détention, les scènes terribles de villes assiégées et les souffrances de centaines de milliers de personnes chassées de leur domicile, ont conduit l'ONU à former, à la fin de l'année 1992, une commission d'experts chargée d'évaluer la situation sur le terrain.

Dans son rapport, celle-ci a confirmé que des crimes atroces avaient été commis et fourni au Secrétaire général des preuves d'infractions graves aux Conventions de Genève et d'autres violations

du droit humanitaire international. Les conclusions de la commission d'expert ont amené le Conseil de sécurité à créer un tribunal international chargé de juger les personnes présumées responsables de ces crimes afin de mettre un terme à la violence et de préserver la paix et la sécurité internationales.

Le 25 mai 1993, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution 827 portant création du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, également appelé TPIY. Cette résolution contenait le Statut du TPIY définissant sa compétence et son organisation, ainsi que ses principales règles de procédure. Premier tribunal pour crimes de guerre créé par les Nations Unies, il est aussi le premier tribunal international à connaître de tels crimes depuis les tribunaux de

Nuremberg et de Tokyo. La date de sa création a marqué le début de la fin de l'impunité pour les responsables des crimes de guerre commis en ex-Yougoslavie.

Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie

1993 ♦ 2017

Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) était une instance judiciaire de l'Organisation des Nations Unies chargée de juger les auteurs de crimes de guerre commis pendant les conflits des années 90 dans les Balkans. Au cours de son mandat, de 1993 à 2017, le TPIY a irréversiblement transformé le paysage du droit international humanitaire. Il a permis aux victimes de mettre des mots sur les horreurs dont elles ont été témoins. Il a démontré que les principaux responsables présumés des atrocités commises pendant les conflits armés peuvent être appelés à répondre de leurs actes.

Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) a été créé par l'Organisation des Nations Unies pour juger les personnes présumées responsables des crimes de guerre commis dans les Balkans au cours des conflits des années 1990. Depuis sa création en 1993, le Tribunal a radicalement transformé le paysage du droit international humanitaire et permis aux victimes d'être entendues, de témoigner des atrocités et de décrire leurs souffrances.

Par ses décisions qui font jurisprudence sur le génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, le TPIY a montré à maintes reprises que les hautes fonctions occupées par un individu ne constituaient plus un rempart contre les poursuites judiciaires.

Cela montre qu'aujourd'hui, les individus présumés être les principaux responsables des crimes commis pendant les conflits peuvent être amenés à répondre de leurs actes. Le Tribunal applique le principe selon lequel la culpabilité doit être individuelle, afin d'éviter que des communautés entières ne soient stigmatisées.

Le Tribunal a jeté les bases de ce qui constitue aujourd'hui un principe internationalement reconnu pour favoriser la résolution des conflits et le retour à la normale dans les régions touchées par ceux-ci : les dirigeants soupçonnés de crimes de guerre doivent être traduits en justice. Le TPIY a démontré qu'une justice internationale efficace et transparente était possible.

Le Tribunal a incontestablement contribué à l'établissement de la vérité historique, en combattant le négationnisme et en aidant les communautés à faire face à leur histoire récente. Il est désormais impossible de nier que des crimes ont été commis dans la région. Il a ainsi été établi au-delà du doute raisonnable que le massacre de Srebrenica était un génocide.

Les juges ont également conclu que les membres des forces armées serbes de Bosnie avaient utilisé le viol pour répandre la terreur, et les juges de la Chambre de première instance saisie de l'affaire *Kvočka et consorts* ont dit que les camps d'Omarska, de Keraterm et de Trnopolje, au nord-ouest de la Bosnie, avaient été le théâtre d'une « orgie persécutoire infernale ».

Bien que la plupart des affaires portées devant le Tribunal aient concerné des crimes commis par des Serbes et des Serbes de Bosnie, le Tribunal a mené des enquêtes et engagé des poursuites contre des personnes de toutes les origines ethniques. Des Croates, des Musulmans de Bosnie et des Albanais du Kosovo ont été reconnus coupables de crimes perpétrés, entre autres, contre des Serbes.

S'il apparaît clairement dans les jugements que toutes les parties au conflit ont commis des crimes, le Tribunal accorde la plus haute importance à l'équité et à l'impartialité de ses procédures. Le Tribunal ne prend pas partie et ne cherche pas à créer un équilibre artificiel entre les différents groupes. C'est sur la base des éléments de preuve que l'Accusation engage des poursuites. Les juges

veillent à ce que le procès soit équitable et public et apprécient les éléments de preuve afin de juger de la culpabilité ou de l'innocence des accusés.

Le Tribunal étant une juridiction *ad hoc*, le Conseil de Sécurité a sanctionné la stratégie d'achèvement de ses travaux, marquée par un plan échelonné de clôture des procédures.

Depuis 2003, le Tribunal travaille en étroite collaboration avec les tribunaux des pays de l'ex-Yougoslavie, dans un effort continu pour que justice soit rendue.

Les activités du TPIY ont incontestablement eu une incidence considérable sur les États de l'ex-Yougoslavie. En obligeant certains responsables de premier plan à quitter leurs fonctions pour

comparaître devant lui, le Tribunal s'est efforcé d'effacer les marques de la violence, de mettre fin à l'impunité et d'ouvrir la voie à la réconciliation.

La création du TPIY

En mai 1993, le Tribunal a été créé par l'Organisation des Nations Unies en réponse aux atrocités de masse commises au cours des conflits qui ont fait rage en Croatie et en Bosnie-Herzégovine au début des années 1990. Les récits de crimes atroces, faisant état de milliers de civils tués ou blessés, torturés, victimes d'agressions sexuelles dans des camps de détention, et de centaines de milliers d'autres chassés de leur domicile, ont provoqué l'indignation de la

communauté internationale et poussé le Conseil de sécurité à intervenir.

Le TPIY est le premier tribunal international chargé de juger les auteurs de crimes de guerre depuis les tribunaux de Nuremberg et de Tokyo. Il a été créé par le Conseil de sécurité en vertu du Chapitre VII de la Charte de l'ONU.

Le TPIY a pour mission première de juger les principaux responsables de crimes odieux tels que l'assassinat, la torture, le viol, la réduction en esclavage, la destruction de biens, ainsi que d'autres crimes visés dans son Statut. En traduisant leurs auteurs en justice, le TPIY vise à prévenir de nouveaux crimes et à rendre justice à des milliers de victimes et à leurs familles,

contribuant ainsi à l'instauration d'une paix durable en ex-Yougoslavie.

Situé à La Haye (Pays-Bas), le TPIY a mis en accusation plus de 160 individus, parmi lesquels de nombreux dirigeants politiques ou militaires (chefs d'État, premiers ministres, ministres de l'intérieur, chefs d'état-major, chefs de l'armée et de la police) ayant occupé de hautes fonctions ou des fonctions de rang intermédiaire au sein des parties au conflit yougoslave. Les actes d'accusation délivrés par le Tribunal portent sur des crimes commis entre 1991 et 2001 contre des membres des différentes communautés ethniques en Croatie, en Bosnie-Herzégovine, en Serbie, au Kosovo et en Macédoine.

Égypte: libération des sept soldats et policiers enlevés dans le Sinaï

AFP, mercredi 22 mai 2013:

Trois policiers et quatre soldats égyptiens enlevés dans le Sinaï ont été libérés mercredi après près d'une semaine de captivité, une affaire qui a une nouvelle fois mis en évidence le climat d'instabilité régnant dans cette péninsule frontalière d'Israël et de Gaza.

Le président Mohamed Morsi a promis dans une allocution télévisée que "la loi prévaudrait" et que les ravisseurs "seraient traduits en justice". Ces derniers, selon des responsables des services de sécurité, n'ont toutefois pas été capturés.

M. Morsi a également lancé un appel aux habitants du Sinaï à rendre les armes qui circulent en grand nombre dans cette région. "Les armes n'appartiennent qu'aux autorités. Ceux qui en ont doivent les rendre", a-t-il déclaré.

Le président a également promis d'œuvrer au développement économique de cette région parmi les plus pauvres du pays et d'assurer à ses résidents leurs "pleins droits", allusion au mécontentement d'une grande partie de la population locale, majoritairement bédouine. M. Morsi et des dizaines d'officiels civils et militaires ont accueilli en grande pompe les sept membres des forces de sécurité, enlevés jeudi dernier, lors de leur arrivée sur une base aérienne proche du Caire.

La libération a été annoncée en début de matinée par le porte-parole de l'armée, Ahmed Ali, dans un communiqué avare de détails sur les conditions de ce dénouement. Les sept hommes "ont été libérés par leurs ravisseurs grâce aux efforts des renseignements militaires égyptiens en coordination avec des chefs tribaux dans le Sinäï", a-t-il dit.

Peu après cette annonce, le terminal de Rafah entre l'Égypte et l'enclave palestinienne de Gaza, fermé depuis vendredi par des policiers égyptiens en colère contre l'enlèvement de leurs collègues, a rouvert. Rafah est le seul point de passage avec la bande de Gaza à ne pas être contrôlé par Israël.

Le Premier ministre égyptien Hicham Qandil avait affirmé mardi que les autorités déployaient

des "efforts intenses" pour libérer les otages. Les ravisseurs étaient lourdement armés, avec des missiles anti-aériens et des mitrailleuses de fort calibre, avait indiqué le ministre de l'Intérieur Mohamed Ibrahim.

Il avait précisé qu'il n'y avait pas de négociations avec les ravisseurs, qui réclamaient la libération de militants bédouins emprisonnés, mais que les chefs tribaux tentaient de persuader les hommes armés de relâcher les otages.

Des témoins avaient fait état de mouvements militaires mardi dans la péninsule, où l'armée avait engagé une opération de ratissage. L'état d'urgence avait en outre été décrété dans les hôpitaux du Nord-Sinai, en prévision d'une possible confrontation avec les ravisseurs.

Ce rapt a mis sous pression le président Morsi, confronté à la nécessité de rétablir l'ordre dans cette région sensible sur le plan intérieur et international, où l'autorité de l'Etat apparaissait une nouvelle fois bafouée. Outre les problèmes sécuritaires, M. Morsi est confronté à une grave crise économique et à une forte contestation politique.

La sécurité dans le Sinâï s'est fortement dégradée depuis le soulèvement qui a chassé du pouvoir le président Hosni Moubarak début 2011, avec une multiplication d'enlèvements et d'attaques.

Lundi, des assaillants avaient tiré à l'arme lourde sur un camp des Forces de la sécurité centrale (FSC) à Al-Ahrach, sans faire de victime,

selon l'agence officielle Mena. Des inconnus avaient ensuite ouvert le feu sur un poste-frontière avec Israël réservé aux marchandises, Al-Ouga, près d'un autre camp de la police égyptienne, d'après la même source.

En août 2012, des hommes armés soupçonnés d'être des islamistes radicaux avaient attaqué un poste-frontière entre l'Egypte et Israël, tuant 16 gardes-frontière égyptiens avant de pénétrer avec un véhicule blindé sur le territoire israélien où ils avaient été neutralisés.

L'armée égyptienne s'était peu après massivement déployée dans le Sinäi pour tenter d'y restaurer l'ordre.

Trois adolescents jugés pour avoir violé une fille et posté la vidéo sur Facebook

ETATS-UNIS, mercredi 22 mai 2013

Trois adolescents comparâtront le 6 juin devant la justice. Ils avaient violé une jeune fille de 12 ans sous la menace d'un pistolet, puis posté la vidéo de leur crime deux jours plus tard sur Facebook. Justin A., 16 ans, Kenneth B., 15 ans, et Scandale F., 16 ans, vont être jugés, a annoncé le procureur vendredi dernier. Tous trois sont accusés comme des adultes, a précisé le procureur. Le montant de la caution s'élève à 900 000 dollars chacun.

L'agression s'est déroulée le 15 décembre 2012 chez l'un des trois adolescents, à Chicago. Le jeune homme a filmé le viol, y compris le passage

où l'un des trois tient le pistolet en l'air. Les trois accusés sont visibles dans la vidéo. A un moment, Scandale F. entre dans le cadre lorsqu'il tourne la caméra vers lui. L'adolescent a reconnu avoir tourné la vidéo. La jeune fille, qui s'est confiée à quelqu'un le lendemain, a été examinée à l'hôpital. Un rapport de police a été effectué.

Facebook a déclaré à Fox Chicago «travailler à appliquer la loi, afin que le site et ceux qui l'utilisent restent en sécurité».

Attentat de Boston: un homme tué lors d'un interrogatoire avec le FBI

AFP, mercredi 22 mai 2013

Un homme, qui était interrogé mercredi matin à Orlando en Floride en lien avec l'enquête sur l'attentat de Boston, a été tué lors d'un affrontement avec les forces de l'ordre, a annoncé le FBI à Boston.

"L'agent (du FBI), deux policiers de l'Etat du Massachusetts (où se trouve Boston) et d'autres représentants des forces de l'ordre étaient en train d'interroger un individu en lien avec l'enquête sur l'attentat du marathon de Boston quand cet individu a provoqué un violent affrontement", a précisé le FBI dans un communiqué.

"L'individu a été tué dans l'affrontement et l'agent légèrement blessé", a ajouté la police fédérale.

Selon la chaîne de télévision NBC, Ibragim Todashev, 27 ans, d'origine tchéchène, était de fait armé d'un couteau avec lequel il aurait attaqué un policier.

Il connaissait Tamerlan Tsarnaev, le plus âgé des frères d'origine tchéchène soupçonnés de l'attentat du 15 avril qui a fait trois morts et 264 blessés. Il avait vécu à Boston et faisait comme lui des arts martiaux, a expliqué sur la chaîne locale wesh.com un de ses amis, Khusn Taramiv.

Taramiv a ajouté que Todashev avait parlé encore le mois dernier au téléphone à l'aîné des

Tsarnaev, et que le FBI s'intéressait à lui depuis l'attentat du 15 avril.

Selon NBC, Todashev n'était pas soupçonné d'avoir joué un rôle dans cet attentat, mais aurait reconnu sa participation dans un triple meurtre non élucidé, commis il y a deux ans dans la région de Boston, et réexaminé par les enquêteurs à la lumière de l'attentat.

Tamerlan Tsarnaev, 26 ans, et son frère Djokhar, 19 ans, sont soupçonnés d'avoir fait exploser deux bombes le 15 avril près de la ligne d'arrivée du marathon annuel de Boston.

Tamerlan a été tué dans la nuit du 18 au 19 avril lors d'un échange de coups de feu avec la police dans la banlieue de Boston. Djokhar avait

été capturé plusieurs heures plus tard à l'issue d'une vaste chasse à l'homme. Il est détenu dans une prison-hôpital près de Boston.

Journaliste morte mutilée : 9 personnes interpellées

Le Nouvel Observateur; le 25 septembre 2014

Son cadavre avait été retrouvé en septembre 2013 sur un chantier dans le nord de Paris.

9 personnes ont été interpellées dans l'enquête sur le meurtre d'une journaliste, dont le corps avait été retrouvé mutilé il y a un an à Paris, a-t-on appris jeudi 25 septembre de source proche de l'enquête.

"Une partie des gardes à vue ont d'ores et déjà été levées", a précisé l'une des sources. "Les personnes interpellées ne sont pas rattachées au meurtre" de cette journaliste pigiste de 33 ans mais "elles sont susceptibles d'être impliquées dans le

recel de vol d'objets appartenant à la victime", a-t-on encore précisé.

Trois hommes avaient déjà été mis en examen en mars pour le recel du téléphone portable volé à la victime.

D'autres arrestations sans suite

Le 24 septembre 2013, des ouvriers travaillant sur un chantier dans le nord de Paris avaient retrouvé dans une gaine électrique le cadavre de cette jeune femme de 33 ans, mutilé au niveau des jambes.

Les enquêteurs de la brigade criminelle étaient parvenus à identifier la victime, qui avait travaillé, occasionnellement, pour France Télévisions.

Originnaire du sud de la France, elle vivait à Paris depuis quelques années. Sa famille avait signalé sa disparition en août 2013.

Un magistrat instructeur a été désigné en octobre pour enquêter sur cette affaire.

D'autres arrestations ont déjà eu lieu dans ce dossier. Fin octobre, quatre personnes, trois hommes et une femme, les dernières à avoir été en contact avec la victime, avaient ainsi été arrêtées et placées en garde à vue. Mais elles avaient été relâchées deux jours plus tard sans qu'aucune charge n'ait été retenue à leur encontre.

Références bibliographiques

- Hugo Beuvant, Thérance Carvalho, Mathilde Lemée (dir.), *Les traductions du discours juridique. Perspectives historiques*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2018.
- Damette, Éliane, *Enseigner la traduction juridique*, Publications du CEL, 2013.
- Jacques Pelage, *Eléments de traductologie juridique : application aux langues romanes*, 2001.
- SELESKOVITCH, D. & LEDERER M., *Interpréter pour traduire*, 3e éd. rev. et corr. Paris : Didier Erudition, 1993.
- Cornu, Gérard, *Linguistique juridique* ; Paris, Mont Chrestien, 1990.
- LAROSE, R. *Théories contemporaines de la traduction*, 2e éd. Sillery, Québec : Presses de l'Université du Québec, 1989.
- MOUNIN, G., *Les problèmes théoriques de la traduction*, Paris : Gallimard, 1976.